

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 28/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SA BONNARDEL

145 Impasse du Muguet
ZA Les Marlhes
26300 ALIXAN

Références : 20221004-RAP-DACA0813
Code AIOT : 0006100615

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement SA BONNARDEL implanté Les Gorces 26750 GENISSIEUX. L'inspection a été annoncée le 07/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite à l'autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière du 14 avril 2021 et la mise en place d'une nouvelle installation de recyclage et traitement des matériaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA BONNARDEL
- Lieu-dit « Les Gorces » 26 750 GENISSIEUX
- Code AIOT : 0006100615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière de matériaux alluvionnaires de la société BONNARDEL SA a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2021. Elle est autorisée pour une durée de 25 ans pour une production maximale annuelle de 70 000 tonnes.

La visite a été réalisée sur la future zone d'extraction (décapage et merlon en cours de finalisation) et sur l'installation de traitement des matériaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dispositions préliminaires à l'exploitation
- plan topographique
- suivi et protection des milieux naturels
- suivi des consommations d'eau
- Analyses des piézomètres
- Plan de gestion des déchets inertes et suivi des déchets entrant en remblaiement
- mesures de bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suite sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Remblaiement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Lettre de suite	60 jours
8	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 14.3	Lettre de suite	60 jours
9	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 14.5	Lettre de suite	180 jours
11	Bruits	Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 18.1	Lettre de suite	180 jours
14	Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au registre national RNDTS	Code de l'environnement, article R. 541-43-1.-II	Lettre de suite	60 jours
15	Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Lettre de suite	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 6	Sans objet
2	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 6.1	Sans objet
3	Registre et plan	Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 7	Sans objet
4	Mesures de protection et suivi des milieux naturels	Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 12.3	Sans objet
5	Remblaiement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
7	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 17.1	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées	Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 17.2	Sans objet
12	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 19	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au registre national RNDTS	Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principales remarques portent sur les modalités de suivi de déchets inertes entrant sur le site avec un registre qui ne reprend pas toutes les informations demandées par les arrêtés ministériels.

Le suivi piézométrique du site doit être complété et les prochaines mesures de bruit devront comporter les émergences auprès des riverains.

Le premier suivi faune-flore du site devra être réalisé en 2023 et portera notamment sur l'avifaune, les amphibiens et la flore exotique envahissante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Prescription contrôlée : Avant de débiter l'exploitation au titre du présent arrêté, l'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> - réaliser des travaux mentionnés aux articles 5, 6.1 à 6.4 ; - établir le plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière mentionné à l'article 17 ; - faire connaître à la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme (Guichet Unique des ICPE) et au Maire de la commune de GENISSIEUX, la date de mise en service et la réalisation des travaux précités.
Constats : L'entrée de la carrière dispose d'un portail pouvant être cadenassé. Des merlons périphériques d'une hauteur minimale de 1,50 m délimitent le pourtour de l'extension de la carrière au Nord. Ils ont été réalisés avec les terres de découverte de l'extension en conformité avec le Plan de Gestion des Déchets d'Extraction (PGDE) daté de juillet 2020 (issu du dossier de demande d'autorisation). L'exploitant indique que la végétalisation programmée sur les merlons sera réalisée en 2023 par les étudiants d'une école d'horticulture, avec des essences arbustives locales. L'exploitant n'a pas déclaré auprès de la DDPP de la Drôme et du maire de Génissieux la réalisation des travaux préliminaires et la date de mise en service. La nouvelle installation de recyclage des matériaux est en cours de finalisation de réglages.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant de déclarer auprès de la DDPP de la Drôme et du maire de Génissieux la réalisation des travaux préliminaires et la date de mise en service.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 6.1
Thème(s) : Situation administrative, Information du public
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début d'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau d'information est présent à l'entrée de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre et plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 7
Thème(s) : Situation administrative, Registre et plan
Prescription contrôlée : Il sera établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Sur ce plan, mis à jour au moins une fois par an, seront reportés : les limites du périmètre, les bords de la fouille, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les zones remises en état.
Constats : Lors de la visite l'exploitant a transmis à l'inspection le dernier plan topographique de la carrière (géoréférencement réalisé le 17 juin 2022). Ce plan reprend les différentes informations demandées par la réglementation : limites du périmètre ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, les bords de fouille, les cotes d'altitude des points significatifs, les zones remises en état ou en cours de remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesures de protection et suivi des milieux naturels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 12.3
Thème(s) : Autre, Mesures de suivi
Prescription contrôlée : Les suivis suivants sont réalisés aux années N+1, N+2, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25 et N+30 (N étant l'année de démarrage de la première phase d'exploitation) :
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé le premier suivi (année N+1). Il sera réalisé en 2023 une fois que tous les équipements seront mis en place.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant que le suivi doit être réalisé sur : l'avifaune (notamment contrôle des fronts), les amphibiens et la flore exotique envahissante. De plus toutes autres observations d'espèces patrimoniales sont également notées. Ces suivis nécessitent au minimum deux passages sur site. L'inspection rappelle à l'exploitant que le rapport de suivi doit être transmis au plus tard le 31 janvier de l'année suivante (soit pour le 31 janvier 2024).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.
Constats : Lors de la visite l'exploitant a remis à l'inspection son modèle de demande d'acceptation préalable. Cette fiche permet d'identifier le producteur de déchet, l'éventuel transporteur, l'origine des déchets, leur identification et leur site de prise en charge (Génissieux ou Alixan).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle lors de la livraison
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur de déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernés en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Le document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection.
Constats : La fiche de demande d'acceptation préalable réalisée par l'exploitant reprend les différentes informations demandées par l'article 5 de l'arrêté du 12 décembre 2014. Un point à préciser est dans la partie 5 – identification des déchets où les déchets autorisés sont listés (terres et cailloux – mélanges de béton, tuiles et céramiques – Tuiles et céramiques – béton armé – béton – mélange bitumineux sans goudron) : il conviendra de préciser le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.
Observations : Rajouter les codes déchets sur la fiche ou réaliser une correspondance déchet indiqué – code déchet sous un délai de 2 mois. Ces informations sont disponibles dans l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 17.1
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des zones de stockage des déchets inertes
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage des déchets inertes.
Constats : Lors de la visite l'exploitant nous a remis le plan topographique de « quadrillage des déchets » qui découpe le site en cases de 20 m x 20 m. Le numéro de la case est bien repris dans le fichier reprenant les informations sur les livraisons de déchets inertes destinés à la remise en état de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 14.3
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : Le système de lavage des matériaux fonctionnera en circuit fermé. Le dispositif de recyclage des eaux se compose d'un clarificateur, de 3 bassins en série dont le dernier constitue le bassin d'eau claire, d'une pompe à boue, d'une pompe à eau claire et d'une pompe à floculant. Les eaux décantées dans la série de 3 bassins seront réutilisées pour le lavage des granulats. Un apport d'eau claire sera nécessaire et sera réalisé à partir d'un puits installé au plus près des installations. La consommation sera de 40 m ³ maximum par jour. L'exploitant tiendra à jour un registre précisant la quantité d'eau prélevée.
Constats : Afin de limiter la consommation d'eau, l'exploitant a complété son installation de traitement et lavage des matériaux par un clarificateur de dimension plus importante qu'initialement prévu permettant la décantation des fines. Ceci permet de ne plus utiliser les 3 bassins de décantation en série. Les boues issues du lavage de matériaux seront traitées par un filtre presse. Cette installation est actuellement en cours de réglage et sera mise prochainement en production. L'exploitant tient un registre de suivi mensuel de ces prélèvements d'eau. Les prélèvements sont de l'ordre de 35 m ³ /jour (pour une autorisation à 40 m ³ /jour).
Observations : Au mois d'avril 2022 le prélèvement d'eau a été très important (2 058 m ³). L'inspection demande à l'exploitant de préciser les raisons de ce prélèvement (remplissage du clarificateur, erreur de saisie...) sous un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 14.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la piézométrie
Prescription contrôlée : Un suivi de la piézométrie et de la qualité des eaux souterraines sera réalisé semestriellement. Les paramètres qualitatifs à suivre sont : pH, température, MES, DCO, sulfates et hydrocarbures. L'ensemble des résultats qualitatif et quantitatif devra être communiqué annuellement à l'inspection des installations classées et à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Bas Dauphiné Plaine de Valence.
Constats : Lors de la visite l'exploitant a transmis à l'inspection l'analyse d'eau d'un des piézomètres du site du 23 novembre 2021. Les résultats n'entraînent pas de remarques de l'inspection.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant que le suivi de la qualité des eaux souterraines doit être réalisé semestriellement sur tous les piézomètres implantés sur le site conformément à l'annexe IV de l'arrêté d'autorisation de la carrière. Il convient aussi de bien identifier les différents piézomètres dans les résultats des analyses. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les prochaines analyses des piézomètres de la carrière sous un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 180 jours

N° 10 : Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 17.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion est révisé tous les 5 ans et est transmis au préfet.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets inerte issu du dossier de demande d'autorisation de la carrière de 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 18.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit
Prescription contrôlée : Une campagne de mesure de bruit sera réalisée au démarrage de l'exploitation puis annuellement pendant trois ans. Si les résultats ne montrent pas de dépassement des seuils, les mesures pourront être réalisées tous les 3 ans.
Constats : Un contrôle des niveaux sonores en limite de propriété a été réalisé par l'exploitant le 8 juin 2022. Les résultats sont inférieurs à 70 dB (compris entre 53,4 dB et 58,2 dB). L'exploitant a indiqué que cette mesure a permis de vérifier les niveaux sonores de l'installation de traitement des matériaux mais que d'autres aménagements pour limiter le bruit vont être mis en place (tapis caoutchouc pour limiter le bruit lors de la chute de blocs). Lors de la mesure du 8 juin 2022, l'émergence n'a pas été mesurée auprès des riverains du site.
Observations : Une fois les modifications de l'installation de traitement réalisées refaire une mesure des niveaux sonores en limite de propriété et d'émergence auprès des riverains du site puis transmettre ces résultats à l'inspection sous un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 180 jours

N° 12 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2021, article 19
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Avant d'entreprendre les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir à la DREAL – Unité Inter-Départementale Drôme-Ardèche l'acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières.
Constats : Les garanties financières ont été transmises à l'inspection et sont valables jusqu'au 14 avril 2026.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Traçabilité des TEX et sédiments – Déclaration au registre national RNDTS

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, TEX – Transmission au RNDTS : Exemptions possibles
Prescription contrôlée : IV.-Sont exemptés des obligations prévues aux I et II : 1° Les ménages ; 2° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les producteurs de terres excavées et sédiments : a) Pour les terres excavées issus d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées inférieur à 500 m ³ ; b) Pour les sédiments excavés issus d'une opération de dragage produisant un volume total de sédiments inférieur à 500 m ³ . 3° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les personnes valorisant des terres excavées et sédiments lorsque le volume utilisé pour une même opération de valorisation est inférieur à 500 m ³ .
Constats : Suite aux échanges avec l'exploitant des exemptions sont prévues pour la déclaration conformément à l'article R. 541-43-1.-IV
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au registre national RNDTS

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2020, article R. 541-43-1.-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, TEX – Transmission au RNDTS
Prescription contrôlée : II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des terres excavées et sédiments », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement...
Constats : L'exploitant a indiqué les difficultés pour le remplissage du Registre National de déchets, de Terres excavées et Sédiments (RNDTS). Des informations sont indiquées via le lien suivant : https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr
Observations : L'exploitant doit mettre en place cette déclaration pour les déchets concernés. L'échéance est au 1er mai 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 180 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2022, TEX – Tenue registre chronologique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; <p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du Code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

<p>Constats : Lors de la visite l'exploitant a transmis à l'inspection une copie de son registre du premier trimestre 2022.</p> <p>Les informations sont : le nom du client / la désignation du chantier / le type de mode de livraison / l'unité (tonne ou volume) / le jour de livraison / la quantité livrée / le lieu de dépôt (case du plan de quadrillage des déchets).</p> <p>Ce fichier ne contient pas toutes les informations prévues par l'arrêté du 31 mai 2021 mais via les contrats avec les clients et les demandes d'acceptation préalables les différentes informations peuvent être retrouvées.</p> <p>Un point à améliorer sur ce suivi est la désignation du chantier qui est peu précise (commune) ou juste la dénomination du chantier.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il convient d'adapter le fichier de suivi chronologique afin de pouvoir facilement retrouver les différentes informations demandée par l'arrêté du 31 mai 2021. Délai de 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suites</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>